

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CITADEL SECURITIES GCS (IRLANDE) LIMITED

Société étrangère immatriculée au RCS
5th Floor, One Grand Canal Square Dublin 2, Irlande
899 548 572 RCS Paris

Rapport annuel et Etats Financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Numéro d'enregistrement : 607334

I. — État de la situation financière

(Exprimé en milliers de dollars américains.)

Actifs	Note	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie		95 382	155 177
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	4	1 557 910	572 122
Créances sur courtiers, négociants et dépositaires		181 588	17 651
À recevoir des sociétés affiliées	15	167 620	140 376
Titres achetés dans le cadre d'accords de revente, à la juste valeur	5	131 077	—
Titres empruntés	5	42 405	46 121
Autres actifs	6	27 392	3 034
Total des actifs		2 203 374	934 481

Passifs et Capitaux propres	Note	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	4	1 313 396	187 650
Titres vendus en vertu d'accords de rachat, à la juste valeur	5	268 705	—
Dettes envers les courtiers et négociants		198 187	346 512
Charges à payer	7	16 319	10 030
À verser aux sociétés affiliées	15	5 485	14 104
Autres passifs		1 825	940
Total des passifs		1 803 917	559 236
Capitaux propres		399 457	375 245
Total des passifs et capitaux propres		2 203 374	934 481

Les états financiers des pages 1 à 20 ont été approuvés par le Conseil d'administration le 10 avril 2025 et ont été signés en son nom par : Alison Bothwell, Administratrice - Richard Pike, Administrateur

II. — Compte de résultat

(Exprimé en milliers de dollars américains.)	Note	Pour l'exercice clos le 31/12/2024	Pour l'exercice clos le 31/12/2023
Revenu :			
Plus-value (perte) nette sur les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat net		185 150	161 286
Frais de service provenant des parties liées	15	43 088	24 625
Revenu d'intérêts		29 589	28 678
Produits des dividendes		16 280	18 256
Revenu d'intérêts découlant des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		20 923	8 900
Plus-value (moins-value) nette de change		34 650	5 479
Revenu total		329 680	247 224
Dépenses d'exploitation :			
Commissions et frais de courtage, nets		55 273	54 332
Frais de service à verser aux parties liées	15	72 340	44 891

Commissions de performance	15	41 461	28 764
Charges pour dividendes		11 629	11 186
Charge d'intérêt		22 252	23 066
Charge d'intérêt découlant des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		17 726	4 238
Autres dépenses d'exploitation	9	13 696	12 859
Dépenses d'exploitation		234 377	179 336
Résultat d'exploitation		95 303	67 888
Impôts :			
Retenue à la source sur les produits des dividendes		3 534	4 006
Charge d'impôt sur le revenu	11	12 108	8 433
Résultat total		79 661	55 449

Les plus-values et les moins-values découlent uniquement des activités poursuivies. Toutes les plus-values et moins-values sont enregistrées dans le Compte de résultat.

III. — État des variations des capitaux propres

(Exprimé en milliers de dollars américains.)	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023				
	Note	Capital social appelé	Bénéfices non distribués	Autres réserves	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2023		30 000	64 796	225 000	319 796
Résultat total		—	55 449	—	55 449
Solde au 31 décembre 2023	8	30 000	120 245	225 000	375 245

(Exprimé en milliers de dollars américains.)	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024				
	Note	Capital social appelé	Bénéfices non distribués	Autres réserves	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2024		30 000	120 245	225 000	375 245
Résultat total		—	79 661	—	79 661
Dividendes		—	-55 449	—	-55 449
Solde au 31 décembre 2024	8	30 000	144 457	225 000	399 457

IV. — État des flux de trésorerie

(Exprimé en milliers de dollars américains.)	Pour l'exercice clos le 31/12/2024	Pour l'exercice clos le 31/12/2023
Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation :		
Résultat total	79 661	55 449
Ajustements pour rapprocher le résultat total et la trésorerie nette générée (ou utilisée) par les activités d'exploitation :		
Revenus d'intérêts et de dividendes	-66 792	-55 834
Intérêts reçus	30 182	37 218
Dividende reçu	16 314	18 240
Charges d'intérêts et de dividendes	51 607	38 490
Dividendes versés	-12 455	-11 979
Intérêts versés	-31 767	-26 334
Retenue à la source sur les produits des dividendes	3 534	4 006
Retenue à la source versée sur les produits des dividendes	-3 556	-4 025
Charge d'impôt sur le revenu	12 108	8 433
Impôts sur le revenu versés	-13 364	-6 687
	65 472	56 977
Variations des actifs et passifs d'exploitation :		
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-985 788	-342 488

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 125 746	-360 444
Créances sur courtiers, négociants et dépositaires	-163 937	514 288
Dettes envers les courtiers et négociants	-148 325	205 946
À recevoir des sociétés affiliées	-27 851	-26 853
À verser aux sociétés affiliées	-8 619	8 554
Autres actifs	-3 334	3 667
Autres passifs	885	-3 989
Charges à payer	166	-3 039
Titres empruntés	3 716	3 741
Titres achetés dans le cadre d'accords de revente, à la juste valeur	-131 182	55 000
Titres vendus en vertu d'accords de rachat, à la juste valeur	268 705	—
Trésorerie nette (utilisée pour) générée par des activités d'exploitation	-4 346	111 360
Flux de trésorerie découlant des activités de financement :		
Dividendes versés à partir de bénéfices non distribués	-55 449	—
Trésorerie nette utilisée dans les activités de financement	-55 449	—
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour l'exercice	-59 795	111 360
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	155 177	43 817
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	95 382	155 177
Analyse des soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie en fin d'exercice :		
Trésorerie d'exploitation	45 382	41 177
Fonds du marché monétaire	50 000	114 000

V. — Notes aux États financiers

(Exprimé en milliers de dollars américains.)

Note 1. – Organisation

Citadel Securities GCS (Ireland) Limited (« CSGI » ou la « Société ») est une entreprise d'investissement MiFID réglementée par la Banque centrale d'Irlande (Central Bank of Ireland). L'activité principale de la Société consiste en la tenue de marché et la fourniture de liquidités dans le secteur des actions, des instruments financiers dérivés et des titres gouvernementaux sur diverses bourses européennes. La Société opère sur une base exclusive pour son propre compte et traite principalement avec des places boursières et des clients institutionnels. En outre, la Société fournit des services de gestion de portefeuille, de surveillance des transactions et des prestations connexes d'assistance aux entités affiliées de Citadel Securities Group (le « Groupe CS »). La Société est une société en commandite par actions et est constituée et domiciliée en République d'Irlande (numéro de société 607334). Son siège social est situé au 5th Floor, One Grand Canal Square, Dublin 2, Irlande. La Société possède une succursale en France sise 40-42 rue La Boétie, 75008 Paris, France. Les résultats de la succursale sont inclus dans les résultats de la Société.

Propriété

La Société est détenue par CSHC Ireland Ltd. (« CSRH »), une société à responsabilité limitée des Îles Caïmans et l'actionnaire unique de la Société. Citadel Securities Holdings LP (« CSHP ») est la société mère d'un grand nombre de sociétés affiliées et consolide ces états financiers. Le contrôle ultime est détenu par Kenneth Griffin.

Les activités et affaires de la Société sont gérées par le Conseil d'administration, ou par ceux que le Conseil d'administration a chargé de la gestion de la Société (la « Direction »).

Agent administratif

Northern Trust Hedge Fund Services LLC (« NTHFS ») est chargée de fournir certains services administratifs à la Société. Le contrat de service entre la Société et NTHFS est actuellement en vigueur jusqu'au 30 juin 2026.

Note 2. – Base de préparation

Déclaration de conformité

Les états financiers joints de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union européenne et à la Loi sur les sociétés de 2014.

Base de l'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation et selon la base de coût historique telle que modifiée par la réévaluation des actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les Administrateurs s'attendent raisonnablement à ce que la Société dispose des ressources adéquates pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. Pour parvenir à cette conclusion, les Administrateurs ont examiné le capital et la position de liquidité de la Société.

Devise fonctionnelle et de présentation

La devise fonctionnelle de la Société est le dollar américain (« USD ») qui correspond à la devise de l'environnement économique principal dans lequel la Société mène ses activités. Le capital social émis de la Société est libellé en USD et la performance de la Société est mesurée et déclarée à l'actionnaire en USD. Les Administrateurs de la Société estiment que l'USD représente principalement la devise fonctionnelle des opérations de la Société.

Utilisation des estimations et des jugements

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige de la Direction qu'elle émette des jugements, des estimations et des hypothèses, dont les plus importants sont liés à des évaluations à la juste valeur, qui affectent l'application des politiques comptables et les montants déclarés des actifs et passifs, la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, et les montants déclarés des revenus et des charges pendant la période comptable. Les estimations et les hypothèses associées, dont les résultats constituent la base pour porter des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs, difficile à obtenir à partir d'autres sources, sont basées sur l'expérience historique de la Direction et divers autres facteurs qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent s'éloigner considérablement de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de manière continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période pendant laquelle elles ont lieu si la révision n'affecte que cette période ou au cours de la période de révision et les périodes futures si la révision affecte à la fois les périodes actuelles et futures. Aucune estimation, aucun jugement, ni aucune hypothèse ne présentent un risque majeur de provoquer un ajustement important des valeurs comptables des actifs et passifs au cours de l'année suivante.

Les politiques comptables ont été appliquées de manière cohérente par la Société à toutes les périodes présentées.

Note 3. – Principales méthodes comptables**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La Société définit la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans l'état de la situation financière et les flux de trésorerie comme la trésorerie et les fonds détenus dans des investissements liquides avec des échéances d'origine de 90 jours maximum ainsi que des investissements dans des fonds du marché monétaire. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès d'établissements financiers mondiaux.

Instruments financiers**Classification**

La Société classe ses instruments financiers tels qu'ils sont ensuite évalués, c'est-à-dire au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat, sur la base du modèle opérationnel de la Société pour la gestion de ces actifs ou passifs financiers et des caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie des actifs ou passifs financiers.

Le portefeuille d'actifs ou de passifs financiers est géré et la performance est évaluée à la juste valeur. La Société se concentre principalement sur les informations concernant la juste valeur et les utilise pour évaluer la performance des investissements et prendre des décisions. La Société n'a pas fait le choix irrévocable de désigner des titres de participation comme étant à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat.

Les flux de trésorerie contractuels des titres de créance de la Société, des titres achetés dans le cadre d'accords de prise en pension (« contrats de prise en pension ») et des titres vendus dans le cadre d'accords de mise en pension (« contrats de mise en pension ») sont uniquement le principal et les intérêts. Cependant, ces instruments financiers ne sont ni détenus pour le recouvrement des flux de trésorerie contractuels ni détenus à la fois pour le recouvrement des flux de trésorerie contractuels et pour la vente. Le recouvrement des flux de trésorerie contractuels contribue uniquement à atteindre l'objectif du modèle opérationnel de la Société. Ces actifs sont donc classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les actifs ou passifs financiers mesurés ultérieurement au coût amorti représentent les titres empruntés ; les créances sur les courtiers, négociants et dépositaires ; les montants à recevoir des sociétés affiliées ; les dettes envers les courtiers et négociants ; les charges à payer, autres actifs, autres passifs et montants à verser aux sociétés affiliées.

Comptabilisation

La Société comptabilise tous les éléments d'actifs et de passifs financiers à la date de transaction à laquelle la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie découlant de l'actif financier expirent ou lorsqu'elle transfère le droit de recevoir les flux de trésorerie contractuels découlant de l'actif financier dans le cadre d'une transaction en vertu de laquelle la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif financier sont transférés. Tout intérêt dans un actif financier transféré qui est créé ou conservé par la Société est comptabilisé en tant qu'actif ou passif distinct.

La Société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont acquittées, annulées ou ont expiré. Les plus-values et moins-values réalisées sur les cessions d'investissements sont incluses dans la plus-value (moins-value) nette de juste valeur sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Évaluation

Les instruments financiers classés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont initialement évalués à leur juste valeur, les coûts de transaction de ces instruments étant comptabilisés séparément dans le compte de résultat. Suite à la comptabilisation initiale, tous les instruments classés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur, les variations de leur juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat.

Les instruments financiers classés comme étant calculés au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur et ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminués de toute provision pour dépréciation.

La Société évalue les pertes de crédit attendues associées à ses créances comptabilisées au coût amorti sur la base de l'historique, des conditions actuelles, des garanties et des prévisions qui ont un impact sur la recouvrabilité du montant. Au 31 décembre 2024 et 2023, sur la base de l'analyse historique et des informations prospectives, aucune provision pour pertes de crédit n'a été enregistrée, car la Société s'attend à ce que les pertes de crédit découlant de ces actifs financiers soient négligeables.

Les dettes envers les courtiers et négociants, les charges à payer et les montants à verser aux sociétés affiliées sont initialement comptabilisées à la juste valeur, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Principes de l'évaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réelle entre les acteurs du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est déterminée par la Direction et représente sa meilleure estimation de la juste valeur. Dans tous les cas, tout instrument financier peut être évalué par la Direction ou la Direction peut décider (mais n'est pas tenue de le faire) d'engager un tiers qu'elle estime qualifié pour évaluer tout instrument financier.

La juste valeur est généralement basée sur ou dérivée des (i) cours de clôture d'un marché boursier, (ii) prix ou input (par ex. la moyenne du prix acheteur et du prix vendeur) diffusés par des tiers, y compris les associations de membres, les fournisseurs de prix et les participants au marché (par ex. des courtiers et des contreparties) ou (iii) modèles d'évaluation utilisant ces prix ou input (par ex. des modèles pour certains instruments financiers dérivés). En l'absence de prix du marché ou d'input observables, d'autres techniques d'évaluation sont appliquées. Les instruments financiers sont généralement évalués à la clôture du marché (tel que déterminé par la Direction). La Direction peut décider d'utiliser une valeur différente de celle qui serait attribuée en vertu de ce qui précède si elle détermine que cela refléterait mieux la juste valeur (par ex., la Direction peut déterminer que les cotations du marché ne représentent pas la juste valeur si le trading est interrompu avant la clôture du marché ou si un événement significatif se produit après la clôture du marché). Ces techniques d'évaluation impliquent un certain niveau d'estimation et de jugement par la Direction, dont le degré dépend, entre autres facteurs, du caractère observable des prix, de la complexité de l'instrument financier et de la liquidité du marché. La juste valeur déterminée peut ne pas nécessairement refléter le montant qui pourrait finalement être réalisé lors d'une vente ou d'une liquidation d'instruments financiers dans des conditions de pleine concurrence et ces différences peuvent être importantes.

Les plus-values et moins-values latentes sont généralement incluses dans la plus-value (moins-value) nette de juste valeur sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat dans le compte de résultat.

La Société gère les portefeuilles qui peuvent avoir des positions dans des instruments financiers qui se négocient sur différents marchés avec des heures de clôture différentes. Tout écart de valeur résultant d'heures de fermeture asynchrones peut entraîner la comptabilisation d'une plus-value ou d'une moins-value au cours d'une période qui peut être compensée par une moins-value ou une plus-value correspondante, en tout ou en partie, au cours de la période suivante. Les directives comptables dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur et des informations à communiquer la concernant établissent une hiérarchie de la juste valeur qui donne la priorité aux données des techniques d'évaluation utilisées pour calculer la juste valeur. La hiérarchie donne la priorité la plus élevée aux cours cotés non ajustés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (évaluations de niveau 1) et la priorité la plus faible aux données non observables (évaluations de niveau 3). Le niveau d'un instrument financier dans la hiérarchie de la juste valeur est basé sur le niveau le plus bas de toute donnée, de manière individuelle ou prise ensemble, qui est significative au titre de l'évaluation de la juste valeur. Lors de l'évaluation de l'importance d'une donnée particulière servant au calcul de la juste valeur dans son intégralité, la direction doit porter des jugements et tenir compte des facteurs spécifiques à l'instrument financier. Les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont décrits ci-dessous :

Base de la mesure de la juste valeur	
Niveau 1	Les cours cotés non ajustés sur les marchés actifs qui sont accessibles à la date d'évaluation pour des actifs ou passifs identiques et sans restriction ;
Niveau 2	Les cours cotés sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs ou des instruments financiers pour lesquels toutes les données significatives sont observables, directement ou indirectement ; et
Niveau 3	Cours ou valorisations qui nécessitent des données à la fois significatives dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur et non observables.

Ce qui suit décrit les techniques d'évaluation appliquées aux instruments financiers de la Société pour évaluer la juste valeur, y compris une indication du niveau au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lequel chaque instrument financier est généralement classé. Le cas échéant, la description donne des informations détaillées sur les modèles d'évaluation et les données significatives de ces modèles.

Titres de participation

Les titres de participation négociés en bourse sont évalués en utilisant les cours du marché cotés en bourse et sont généralement classés au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur.

Obligations d'État hors États-Unis

Les obligations d'État hors États-Unis sont évalués en utilisant les cours du marché cotés et sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur.

Instruments financiers dérivés négociés en bourse

Les instruments financiers dérivés négociés en bourse comprennent les contrats à terme. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à l'aide de cours publiés par le marché boursier concerné, tels que le cours de clôture, le prix de règlement, le dernier prix de vente disponible ou la moyenne du cours acheteur et du cours vendeur (cours de marché moyen). Les instruments financiers dérivés négociés en bourse sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur.

Instruments financiers dérivés de gré à gré

Les instruments financiers dérivés de gré à gré comprennent les swaps liés aux actions et aux taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés de gré à gré sont évalués à l'aide de cours ou d'input diffusés par des tiers (par ex. moyenne du prix acheteur et du prix vendeur d'un courtier), ou dérivés de ces prix ou intrants (par ex. intrants à des modèles d'évaluation). Selon les conditions de l'instrument financier dérivé de gré à gré, la juste valeur peut être observée directement ou modélisée.

Pour les instruments financiers dérivés de gré à gré négociés sur des marchés liquides, tels que les swaps avec des conditions standards de marché, les données entrantes du modèle peuvent généralement être vérifiées et le choix du modèle n'implique pas de jugement significatif.

Les instruments financiers dérivés de gré à gré sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur, car tous les intrants importants sont observables.

La direction tient compte du risque de crédit de contrepartie et du risque de non-exécution dans son évaluation des instruments financiers dérivés conclus en tant que contrats bilatéraux entre deux contreparties (« contrat bilatéral de gré à gré »). La capacité de la Société à régler, sur une base nette, ses instruments financiers dérivés conformément aux accords-cadres de compensation avec chaque contrepartie respective, et à appliquer les exigences en matière de fourniture et de réception de garanties conformément à ses annexes de soutien au crédit conclues avec chaque contrepartie respective, est intégrée à cette évaluation.

Fonds du marché monétaire

La Société détient des fonds du marché monétaire qui sont rachetés quotidiennement. Les fonds du marché monétaire sont évalués en fonction de la valeur liquidative déclarée et sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur.

Contrats de prise en pension et de mise en pension

Les contrats de prise en pension et les contrats de mise en pension sont évalués en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus à l'aide de données, y compris les taux d'intérêt et les spreads de financement, qui sont déterminées en fonction des caractéristiques spécifiques des contrats. Les contrats de prise en pension et les contrats de mise en pension sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur.

Contrats dérivés

La juste valeur d'un instrument financier dérivé est enregistrée dans l'état de la situation financière en tant qu'actif financier ou passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les instruments financiers dérivés peuvent nécessiter des garanties en liquidités transférées à ou par ces contreparties, qui sont incluses dans les créances et dettes envers les courtiers et négociants dans l'état de la situation financière. Les plus-values (moins-values) nettes réalisées et la variation nette des plus-values (moins-values) latentes sur les instruments financiers dérivés sont incluses dans la plus-value (moins-value) nette de juste valeur sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat dans le compte de résultat.

Financement garanti

Pour les transferts d'actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés en tant que ventes, pour lesquels le cédant conserve les risques et les avantages associés aux actifs financiers, les actifs financiers figurent dans l'état de la situation financière et le transfert est comptabilisé en tant que financement garanti. Les contrats de prise en pension, les contrats de mise en pension et les titres empruntés sont traités en tant que financements garantis (voir Note 5).

Les revenus ou charges d'intérêts sur les contrats de prise en pension et les contrats de mise en pension sont comptabilisés sur la durée du contrat concerné et inclus dans les revenus d'intérêts découlant des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou dans les charges d'intérêts sur les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les opérations d'emprunt de titres sont déclarées comme des activités d'exploitation sur l'état des flux de trésorerie et nécessitent que des liquidités ou d'autres instruments financiers soient déposés en garantie. Les titres empruntés sont comptabilisés au montant de la garantie en liquidités avancée plus les intérêts courus, le cas échéant. Les revenus de rabais sur les garanties en liquidités (nets des frais liés aux titres empruntés) sont inclus dans les revenus d'intérêts dans l'état du résultat global.

Créances sur les courtiers, négociants et dépositaires et dettes envers les courtiers et négociants

Les créances et dettes des courtiers, négociants et dépositaires et montants à payer à ces derniers peuvent inclure des soldes de trésorerie (notamment une marge de trésorerie) dans la mesure où ils ne sont pas compensés par des instruments financiers dérivés et des soldes associés à des titres qui n'ont pas été livrés ou reçus. Les exigences réglementaires et/ou contractuelles des courtiers compensateurs concernant les titres achetés ou vendus, non encore achetés, peuvent nécessiter que les espèces et/ou les titres soient conservés dans les comptes pour satisfaire à ces exigences. La quasi-totalité des investissements en titres sont nantis dans le cadre d'accords de financement lorsque les conditions du contrat permettent à la contrepartie concernée de vendre ou de redonner en garantie les titres à d'autres personnes, sous réserve de certaines limitations.

Compensation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés par la contrepartie lorsque la Société a jugé qu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et lorsqu'elle a déclaré avoir l'intention de le faire.

Capital social

La Société est entièrement détenue par CSRH par le biais d'un solde de capital. Le solde du capital est conservé par la Société et est utilisé aux fins de financement ou des activités d'investissement.

Revenu et charge d'intérêts

Les revenus (charges) d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, brut des retenues à la source. Les primes (décotes) sur obligations d'emprunt sont généralement amorties (majorées) sur la durée de vie de l'instrument.

en utilisant la méthode de rendement effectif et sont incluses, suivant le cas, dans les revenus d'intérêts sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou dans les charges d'intérêts sur passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat dans le compte de résultat. Les primes sur les obligations rachetables achetées sont amorties en fonction de la date de rachat la plus proche et sont incluses, suivant le cas, dans les intérêts sur les actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ou dans les intérêts sur les passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat dans le compte de résultat.

Produit des dividendes et charges pour dividendes

Les produits (ou charges) de dividendes sur titres sont comptabilisés à la date ex-dividende, bruts des retenues à la source.

Frais de transaction

Les frais de transaction sont les coûts encourus pour acquérir des actifs ou des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ils comprennent les frais et commissions versés aux agents, conseillers, courtiers et négociants. Les frais de transaction, le cas échéant, sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat en tant que dépense.

Frais de service provenant des parties liées

Le revenu généré par les frais de service représente la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la prestation de services lors des activités normales de la Société.

Les frais de service sont attribués à la fourniture de services de développement d'algorithmes, de supervision, de trading et de services d'assistance associés. Tous les frais de service sont comptabilisés au fil du temps au cours de la période où le service est fourni.

Charges de personnel

Le personnel est employé par des sociétés liées qui allouent une part appropriée des charges de personnel à la Société. La rémunération et les avantages sociaux comprennent les salaires, les prestations sociales, les indemnités en fonction des postes, les impôts prélevés sur les salaires, les rémunérations incitatives, y compris les rémunérations incitatives fondées sur des actions et réglées en liquidités sous la forme d'intérêts notionnels, et les autres dépenses liées aux primes accordées au personnel détaché.

Fiscalité

La Société est directement soumise à l'impôt irlandais sur les sociétés. La succursale de la Société est directement soumise à l'impôt français sur les sociétés. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, tous les impôts associés ont été inclus dans la charge d'impôt sur le revenu qui figure dans l'état du compte de résultat (2023 : identique).

L'impôt désigne la charge d'impôt anticipée à payer sur les bénéfices imposables pour la période, en utilisant les taux d'imposition promulgués ou quasiment promulgués à la date de l'état de la situation financière, et tout ajustement de l'impôt payable au titre des périodes précédentes.

Conformément aux IFRS, la Direction a examiné les positions fiscales de la Société pour toutes les années d'imposition ouvertes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur la base de cet examen, la Direction est d'avis que la Société n'était pas tenue d'établir un passif pour des positions fiscales incertaines (2023 : identique). Dans les cas où la Société se trouvait dans une situation fiscale incertaine, elle enregistrerait les intérêts et les pénalités, le cas échéant, en tant que charges d'impôt sur le revenu dans le compte de résultat.

Conversion en devises étrangères

La Société peut détenir des actifs et passifs libellés en devises étrangères. La juste valeur des actifs et passifs est réévaluée en USD en utilisant des taux de change au comptant à la date de clôture. Les plus-values et moins-values de change résultant du règlement de ces transactions et de la réévaluation des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères aux taux de change de fin d'année sont comptabilisées en tant que plus-values (moins-values) nettes de juste valeur sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat (pour les plus-values/moins-values sur les instruments financiers) ou en tant que plus-value (moins-value) nette de change (pour toutes les autres plus-values/moins-values) dans le compte de résultat.

Normes comptables et interprétations nouvelles et révisées

Lors de la préparation des états financiers, la Société a adopté toutes les normes, tous les amendements et toutes les interprétations applicables.

Normes et amendements aux normes existantes en vigueur à compter du début de l'exercice

Il n'existe aucune norme, interprétation ou aucun amendement aux normes ou interprétations existantes en vigueur pour les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2024 ayant un effet important sur les états financiers de la Société. La Société entre dans le champ d'application des Règles globales anti-érosion de la base (Pilier 2) de l'OCDE. La Société a évalué l'application de ces règles et a déterminé qu'il n'y avait pas d'impact significatif sur le taux d'imposition effectif de la Société.

Nouvelles normes, interprétations et nouveaux amendements en vigueur après le 1^{er} janvier 2025 qui n'ont pas été adoptés de manière anticipée

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et d'amendements aux normes entrent en vigueur pour les périodes annuelles commençant après le 1^{er} janvier 2025 et n'ont pas été adoptés de manière anticipée dans la préparation de ces états financiers. Aucun de ces changements ne devrait avoir d'effet significatif sur les états financiers de la Société.

Note 4. – Instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les tableaux de hiérarchie de la juste valeur suivants présentent des informations sur les instruments financiers de la Société évalués à la juste valeur de manière récurrente en fonction du niveau le plus bas des données significatives servant à l'évaluation. L'exposition par région pour les niveaux associés est également incluse dans les tableaux ci-dessous :

Actifs à la juste valeur au 31 décembre 2024	Niveau 1	Niveau 2	Total
Titres de participation			
Services financiers	108 711	1	108 712
Biens de consommation	76 618	69	76 687
Industrie et matériaux	75 840	1	75 841
Technologie	50 202	82	50 284
Énergie et services collectifs	31 492	83	31 575
Santé	17 664	301	17 965
Autres	1 930	—	1 930
Titres de créance gouvernementaux			
Titres d'État hors États-Unis	1 170 925	—	1 170 925
Total des titres détenus	1 533 382	537	1 533 919
Actifs dérivés			
Contrats sur actions :			
Contrats à terme standardisés	4 708	—	4 708
Total return swaps (« trs ») sur actions ordinaires	—	2 496	2 496
Bons de souscription	—	1	1
Contrats de taux d'intérêt :			
Swaps	—	414 788	414 788
Contrats à terme standardisés	3 064	—	3 064
Contrats de matières premières :			
Contrats à terme standardisés	47	—	47
Actifs dérivés avant compensation	7 819	417 285	425 104
Montants compensés	—	-401 113	-401 113
Total des actifs dérivés	7 819	16 172	23 991
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 541 201	16 709	1 557 910
Autres actifs à la juste valeur			
Fonds monétaires	50 000	—	50 000
Titres achetés dans le cadre d'accords de revente	—	131 077	131 077
Total des autres actifs à la juste valeur	50 000	131 077	181 077
Exposition par région			
Titres de participation			
Europe	97,9 %	0,1 %	98,0 %

Amérique du Nord	1,9	—	1,9
Asie et Australie	0,1	—	0,1
Total	99,9 %	0,1 %	100,0 %
Titres de créance gouvernementaux			
Europe	100,0 %	— %	100,0 %
Total	100,0 %	— %	100,0 %
Actifs dérivés			
Europe	4,7 %	95,3 %	100,0 %
Total	4,7 %	95,3 %	100,0 %

Passifs à la juste valeur au 31 décembre 2024	Niveau 1	Niveau 2	Total
Titres de participation			
Biens de consommation	58 419	—	58 419
Services financiers	58 405	9	58 414
Industrie et matériaux	51 766	17	51 783
Santé	23 551	—	23 551
Technologie	23 196	—	23 196
Énergie et services collectifs	18 011	—	18 011
Autre	847	—	847
Titres de créance gouvernementaux			
Titres d'État hors États-Unis	1 074 867	—	1 074 867
Total des titres vendus, non encore achetés	1 309 062	26	1 309 088
Passifs dérivés			
Contrats sur actions :			
Contrats à terme standardisés	2 008	—	2 008
TRS sur actions ordinaires	—	1 957	1 957
Contrats de taux d'intérêt :			
Swaps	—	401 113	401 113
Contrats à terme standardisés	269	—	269
Contrats de matières premières :			
Contrats à terme standardisés	74	—	74
Passifs dérivés avant compensation	2 351	403 070	405 421
Montants compensés	—	(401 113)	(401 113)
Total des passifs dérivés	2 351	1 957	4 308
Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 311 413	1 983	1 313 396
Autres passifs à la juste valeur			
Titres vendus en vertu d'accords de rachat, à la juste valeur	—	268 705	268 705
Total des autres passifs à la juste valeur	—	268 705	268 705
Exposition par région			
Titres de participation			
Europe	97,9 %	— %	97,9 %
Amérique du Nord	1,7	—	1,7
Asie et Australie	0,4	—	0,4
Total	100,0 %	— %	100,0 %
Titres de créance gouvernementaux			
Europe	100,0 %	— %	100,0 %
Total	100,0 %	— %	100,0 %
Passifs dérivés			
Europe	2,0 %	98,0 %	100,0 %
Total	2,0 %	98,0 %	100,0 %

Actifs à la juste valeur au 31 décembre 2023	Niveau 1	Niveau 2	Total
Titres de participation			
Services financiers	164 419	—	164 419
Biens de consommation	126 997	—	126 997
Industrie et matériaux	103 053	59	103 112

Énergie et services collectifs	80 625	—	80 625
Technologie	61 983	9	61 992
Santé	28 343	2	28 345
Autre	3 371	—	3 371
Total des titres détenus	568 791	70	568 861
Actifs dérivés			
Contrats sur actions :			
Contrats à terme standardisés	2 374	—	2 374
Swaps	—	837	837
Contrats de taux d'intérêt :			
Contrats à terme standardisés	37	—	37
Contrats de matières premières :			
Contrats à terme standardisés	13	—	13
Actifs dérivés avant compensation	2 424	837	3 261
Montants compensés	—	—	—
Total des actifs dérivés	2 424	837	3 261
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	571 215	907	572 122
Autres actifs à la juste valeur			
Fonds du marché monétaire	114 000	—	114 000
Total des autres actifs à la juste valeur	114 000	—	114 000
Exposition par région			
Titres de participation			
Europe	98,6 %	— %	98,6 %
Amérique du Nord	1,0	—	1,0
Asie	0,4	—	0,4
Total	100,0 %	— %	100,0 %
Actifs dérivés			
Europe	74,4 %	25,5 %	99,9 %
Amérique du Nord	—	0,1	0,1
Total	74,4 %	25,6 %	100,0 %

Passifs à la juste valeur au 31 décembre 2023	Niveau 1	Niveau 2	Total
Titres de participation			
Services financiers	44 419	25	44 444
Biens de consommation	42 736	—	42 736
Industrie et matériaux	38 395	—	38 395
Santé	21 778	—	21 778
Technologie	19 970	9	19 979
Énergie et services collectifs	16 574	—	16 574
Autre	552	—	552
Total des titres vendus, non encore achetés	184 424	34	184 458
Passifs dérivés			
Contrats sur actions :			
Contrats à terme standardisés	2 146	—	2 146
Swaps	—	938	938
Contrats de taux d'intérêt :			
Contrats à terme standardisés	78	—	78
Contrats de matières premières :			
Contrats à terme standardisés	30	—	30
Passifs dérivés avant compensation	2 254	938	3 192
Montants compensés	—	—	—
Total des passifs dérivés	2 254	938	3 192
Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	186 678	972	187 650
Exposition par région			
Titres de participation			
Europe	96,2 %	— %	96,2 %

Afrique	2,3	—	2,3
Amérique du Nord	1,2	—	1,2
Asie et Australie	0,3	—	0,3
Total	100,0 %	— %	100,0 %
Passifs dérivés			
Europe	70,6 %	29,3 %	99,9 %
Amérique du Nord	—	0,1	0,1
Total	70,6 %	29,4 %	100,0 %

Aucun instrument financier de niveau 3 n'était détenu au 31 décembre 2024 (2023 : identique). Il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers vers ou depuis le niveau 2 ou le niveau 3 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (2023 : identique). La valeur comptable des actifs et passifs qui ne sont pas évalués à la juste valeur au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, tel que déterminé par les politiques comptables énoncées à la Note 3, est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. Il s'agit notamment de la trésorerie et équivalents de trésorerie (autres que les fonds monétaires), des sommes dues par les sociétés affiliées, des titres empruntés, des montants à recevoir des courtiers, négociants et dépositaires, d'autres actifs, des montants à verser aux courtiers et négociants, des sommes dues aux sociétés affiliées, des charges à payer et d'autres passifs. Comme ces actifs et passifs ne sont pas évalués à la juste valeur, ils ne sont pas inclus dans les tableaux de hiérarchie de la juste valeur ci-dessus. Si ces actifs et passifs avaient été inclus dans la hiérarchie de la juste valeur, ils figureraient tous au niveau 2, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui auraient été classés au niveau 1.

Note 5. – Transactions nanties

La Société gère le risque de crédit découlant des contrats de prise en pension, des contrats de mise en pension et des titres empruntés en concluant, lorsque cela est approprié, des accords-cadres de compensation et des arrangements de soutien au crédit avec les contreparties.

Les opérations d'emprunt de titres sont couvertes en pourcentage de la juste valeur des titres empruntés par le nantissement de liquidités. En règle générale, la Société dispose de droits de nantir à nouveau les titres sous-jacents reçus dans le cadre d'opérations d'emprunt de titres. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, toutes les activités d'emprunt de titres de la Société ont porté sur des titres gouvernementaux et ont été traitées avec une société affiliée (2023 : aucune).

Les contrats de prise en pension et de mise en pension sont garantis principalement par la réception ou le nantissement de titres de créance gouvernementaux. En règle générale, la Société dispose du droit de nantir à nouveau les garanties reçues sous forme de titres dans le cadre de contrats de prise en pension. En règle générale, la contrepartie dispose du droit de nantir à nouveau les titres reçus en garantie de la Société dans le cadre de contrats de mise en pension.

La Société surveille la juste valeur des titres sous-jacents par rapport à la créance ou dette associée et, si nécessaire, transfère ou demande des garanties supplémentaires, comme prévu par l'accord applicable, afin de s'assurer que les transactions sont garanties de manière appropriée.

Le tableau suivant présente des informations sur les contrats d'emprunt de titres :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Juste valeur des titres empruntés	42 384	46 129
Garantie en liquidités nanties pour les titres empruntés	42 405	46 121

Dans le tableau ci-dessus, la juste valeur des titres inclut le coupon couru.

Le tableau suivant présente des informations sur les contrats de prise en pension et de mise en pension :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Juste valeur des garanties reçues sous forme de titres dans le cadre des contrats de prise en pension	1 156 138	—
Juste valeur des titres donnés en garantie dans le cadre des contrats de mise en pension	1 293 305	—

Dans le tableau ci-dessus, la juste valeur des garanties reçues et nanties sous forme de titres inclut les intérêts cumulés sur les coupons.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a comptabilisé un revenu d'intérêts de 1 887 \$ (2023 : 2 292 \$) lié à des titres empruntés à une société affiliée, qui est inclus dans le revenu d'intérêts dans le compte de résultat. En outre, la Société a comptabilisé des intérêts créditeurs et des intérêts débiteurs de 43 \$ (2023 : néant) et 96 \$ (2023 : néant), respectivement, liés aux accords de prise en pension et aux accords de mise en pension avec une société affiliée, qui sont inclus dans les intérêts créditeurs sur les actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, et les intérêts débiteurs sur les passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, respectivement, dans le compte de résultat.

Compensation de certaines transactions garanties

Le tableau suivant présente des informations sur la compensation des contrats de prise en pension et de mise en pension. Les titres empruntés sont présentés brut, car la Société ne s'est engagée dans aucune activité de prêt de titres.

Actifs (Exprimé en milliers de dollars américains.)	Au 31 décembre	
	2024	2023
Inclus dans l'état de la situation financière		
Montants bruts	1 159 861	—
Montants compensés	(1 028 784)	—
Montants nets	131 077	—
Montants non compensés		
Contrepartie compensatoire	—	—
Instruments financiers, à la juste valeur	-131 043	—
Total	34	—

Passif (Exprimé en milliers de dollars américains.)	Au 31 décembre	
	2024	2023
Inclus dans l'état de la situation financière		
Montants bruts	1 297 489	—
Montants compensés	-1 028 784	—
Montants nets	268 705	—
Montants non compensés		
Compensation de contrepartie	—	—
Instruments financiers, à la juste valeur	-268 401	—
Total	304	—

Dans les tableaux ci-dessus :

- Les montants bruts comprennent tous les instruments, qu'il existe ou non un accord-cadre de compensation ou un accord de soutien au crédit légalement exécutoire. Les montants bruts et nets figurant dans ce tableau comprennent les intérêts financiers à recevoir et à verser liés à ces transactions.
- Les montants compensés, les compensations de contrepartie, et les instruments financiers à leur juste valeur, sont liés à des accords-cadres de compensation juridiquement contraignants ou des accords de soutien au crédit.
- Les montants sont présentés dans l'état de la situation financière sur une base nette, selon le cas, lorsque la Société a jugé qu'ils font l'objet d'un accord-cadre de compensation et/ou d'un accord de soutien au crédit légalement exécutoires et lorsque certains autres critères sont satisfaits conformément aux directives comptables applicables en matière de compensation.
- Les instruments financiers qui ne sont pas compensés dans l'état de la situation financière représentent la juste valeur et les intérêts cumulés sur les coupons des titres empruntés, les titres achetés ou vendus en vertu des accords de revente ou de rachat, respectivement, et les garanties supplémentaires, le cas échéant. La juste valeur des titres empruntés dans le tableau inclut uniquement les titres pour lesquels des garanties en liquidités ont été nanties ou reçues, respectivement.
- Les titres vendus ou autrement donnés en garantie pour des contrats de mise en pension, ou donnés en garantie pour des titres empruntés, le cas échéant, comprennent les titres détenus, à leur juste valeur, enregistrés dans l'état de la situation financière en tant qu'actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Contrats de mise en pension - Échéances et garanties nanties

Au 31 décembre 2024, tous les contrats de mise en pension ont une date d'échéance contractuelle comprise entre 2 et 30 jours et sont garantis par des titres de créance gouvernementaux.

Note 6. – Autres actifs

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Intérêts à recevoir	22 235	2 265
Autres créances	5 157	769
Total	27 392	3 034

Note 7. – Dépenses cumulées

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Charges à payer	6 099	5 537
Intérêts à payer	9 797	2 556
Dividende à payer	96	129
Impôt sur les sociétés à payer	327	1 808
Total	16 319	10 030

Note 8. – Capitaux propres

Au 31 décembre 2024, la Société disposait de 30 000 000 d'actions ordinaires émises et entièrement libérées, d'une valeur nominale de 1,00 \$ par action (2023 : identique). La valeur nominale n'est pas exprimée en milliers. Il existe une seule catégorie d'actions ordinaires.

La Société a versé un dividende ordinaire de 55 449 \$ (1,85 \$ par action) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Aucun dividende n'a été versé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le dividende par action n'est pas exprimé en milliers.

Aucune émission ou aucun rachat d'actions n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (2023 : aucun).

Note 9. – Autres dépenses d'exploitation

	2024	2023
Communications et traitement des données	4 964	9 250
Autres dépenses	8 523	3 438
Rémunération des commissaires aux comptes :		
Audit des états financiers de l'entité	170	154
Services de conseil fiscal	38	17
Total	13 696	12 859

La rémunération des commissaires aux comptes est payée/payable à PricewaterhouseCoopers au titre de l'audit légal, ainsi que pour d'autres services. Les montants ne comprennent pas la taxe sur la valeur ajoutée.

Note 10. – Rémunération des Administrateurs

Les Administrateurs exécutifs sont employés par les sociétés affiliées du Groupe CS qui allouent une part appropriée de leur rémunération à la Société, incluse dans les honoraires de service aux parties liées dans le compte de résultat.

	Pour l'exercice clos le 31 décembre	
	2024	2023
Émoluments	721	829
Prestations de retraite	217	34
Total	938	863

Les prestations de retraite étaient cumulées pour deux Administrateurs (2023 : deux Administrateurs) dans le cadre d'un régime à cotisations définies au cours de l'année. La rémunération des administrateurs comprend 119 \$ (2023 : 119 \$) versés au cours de l'année à deux administrateurs non exécutifs au titre de leurs fonctions et de leur rôle au sein des comités. Ces coûts ont été pris en charge par une société affiliée et refacturés à la Société.

Note 11. – Fiscalité

Charge d'impôt sur le revenu

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le taux standard d'impôt sur les sociétés en Irlande était de 12,5 % (2023 : 12,5 %). La succursale de la Société est soumise à un taux standard d'impôt sur les sociétés en France de 25 % (2023 : 25 %). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la charge fiscale française a été évaluée à 311 \$ (2023 : 87 \$).

	Pour l'exercice clos le 31 décembre	
	2024	2023
Impôt courant		
Impôt irlandais sur les sociétés sur le bénéfice de l'exercice :	12 090	8 506
Ajustements au titre des exercices précédents	18	-73
Total des charges fiscales courantes	12 108	8 433

Facteurs affectant les charges fiscales pour l'année

L'impôt sur la société irlandaise a été calculé sur la base des résultats de l'année. La charge fiscale qui en résulte est la suivante :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre	
	2024	2023
Bénéfices découlant des activités ordinaires avant impôts	91 767	63 882
Bénéfices découlant des activités ordinaires multipliés par le taux standard de l'impôt irlandais sur les sociétés (12,5 %)	11 471	7 985
Charges non déductibles	464	524
Écarts de change	—	-47
Écarts temporaires et autres écarts	—	—
Ajustements au titre des années précédentes	18	-73
Différence entre les taux d'imposition à l'étranger	155	44
Charge d'impôt sur le revenu	12 108	8 433

Note 12. – Gestion des risques financiers

Les activités de la Société l'exposent à divers risques financiers : risque de marché (notamment le risque de prix, le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité). La Direction cherche à surveiller et gérer ces risques de manière continue. Bien que la Direction couvre souvent certains risques de portefeuille, elle n'est pas tenue de le faire et ne tentera généralement pas de couvrir tous les risques de marché ou autres du portefeuille. En outre, elle peut ne couvrir certains risques que partiellement, voire pas du tout.

Le Conseil d'administration est globalement chargé de la supervision du dispositif de gestion des risques de la Société, ainsi que de la définition du profil d'appétit au risque. Le dispositif de gestion des risques de la Société est établi pour identifier les risques auxquels celle-ci est confrontée, afin de définir des limites et des contrôles appropriés et de les surveiller. Les processus et limites liés à la gestion des risques évoluent régulièrement en fonction des conditions de marché et des activités de la Société.

La structure organisationnelle est conçue pour superviser la gestion des risques selon trois axes. Le risque est d'abord surveillé par le trading desk (salle de marchés) ; chaque secteur d'activité est responsable de la gestion de ce risque en temps réel et conformément au profil global d'appétit au risque de la Société.

Deuxièmement, le risque est surveillé par le Portfolio Construction Group, le service mondial de contrôle des risques indépendant du Groupe CS et le service Conformité. Les services en charge du risque et de la conformité sont responsables de l'évaluation indépendante de la fiabilité des processus d'identification et d'atténuation des risques du premier niveau. Le dispositif organisationnel de gestion des risques est conçu pour faciliter le signalement et la remontée des risques à la Direction et au Conseil d'administration en fonction de leur gravité.

Le troisième axe est assuré par la fonction d'audit interne qui fournit une revue indépendante du risque quant à l'adéquation et l'efficacité de la gestion des risques et des contrôles internes dans l'ensemble des activités et qui rend compte au Comité d'audit de la Société.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux fluctuations potentielles de la valeur des instruments financiers. Le risque de marché comprend plusieurs catégories et notamment l'exposition aux cours des actions, aux taux d'intérêt et aux cours des devises. Le risque de marché est directement affecté par la volatilité et la liquidité des marchés sur lesquels les instruments financiers sont négociés. La Direction cherche à gérer le risque de marché de diverses manières, notamment en diversifiant les expositions, en définissant des lignes directrices sur la taille des positions et en couvrant les risques au moyen de titres ou d'instruments financiers dérivés associés. La capacité à gérer le risque de marché peut être limitée par des changements dans les conditions de liquidité et des évolutions rapides de la volatilité, des corrélations et des cours relatifs entre les instruments financiers et leurs couvertures correspondantes.

Risque de prix

La juste valeur des titres et instruments dérivés associés exposés au risque de prix était la suivante :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Titres d'État hors États-Unis détenus	1 170 925	—
Titres d'État hors États-Unis vendus, pas encore achetés	-1 074 867	—
Titres de participation détenus	362 994	568 861
Titres de participation vendus, non encore achetés	-234 221	-184 459
Actifs dérivés	23 991	3 261
Passifs dérivés	-4 308	-3 192
Total	244 514	384 471

L'exposition globale de la Société au risque de prix provient aussi de l'exposition notionnelle sur les contrats dérivés, qui était la suivante :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Exposition notionnelle des contrats sur actions	1 150 694	1 194 283
Exposition notionnelle des contrats de matières premières	18 949	10 274
Exposition notionnelle des contrats de taux d'intérêt	54 150 982	399 009
Total	55 320 625	1 603 566

Dans les tableaux ci-dessus, les montants notionnels ne fournissent qu'une mesure de l'activité de la Société concernant ces instruments financiers dérivés et ne sont pas nécessairement révélateurs d'une exposition économique ou d'un risque potentiel.

Le tableau ci-dessous résume la sensibilité des titres de participation de la Société aux fluctuations des cours du marché des titres à la fin de l'exercice. L'analyse est basée sur l'hypothèse que les prix augmentent/diminuent en fonction des pourcentages indiqués dans le tableau ci-dessous, toutes les autres variables restant constantes, et montre l'évolution du bénéfice imputable à l'évolution des niveaux de marché :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Titres de participation :		
Prix du marché +5 %	-1 310	801
Prix du marché -5 %	1 310	-801

La Société vend divers instruments financiers qu'elle ne possède pas encore ou qui sont consommés par la livraison d'instruments financiers empruntés (« ventes à découvert »). La Société est exposée au risque de marché au titre des ventes à découvert. Une vente à découvert implique le risque d'une augmentation illimitée du prix du marché d'un sous-jacent particulier vendu à découvert, ce qui pourrait entraîner une incapacité à couvrir la position à découvert et une perte

illimitée. Rien ne garantit que les titres nécessaires pour couvrir une position à découvert seront disponibles à l'achat. Pour tenter de gérer ce risque de marché, la Société peut détenir des Instruments financiers qui peuvent être utilisés pour couvrir ou régler ces obligations et surveiller quotidiennement son exposition au marché, en ajustant les instruments financiers si nécessaire. De plus, les obligations réglementaires pourraient entraîner une réduction de l'inventaire des titres disponibles pour l'emprunt et l'augmentation des coûts de transaction liés à la vente à découvert.

Risque de change

La Société peut être directement ou indirectement exposée à des devises autres que le dollar américain par le biais de ses instruments financiers. Elle est donc soumise au risque de baisse de ces devises par rapport au dollar américain, ou, dans le cas de positions de couverture, au risque de baisse du dollar américain face à la devise couverte. Les taux de change peuvent fluctuer de manière significative sur de courtes périodes pour plusieurs raisons, notamment, sans s'y limiter, les changements apportés aux taux d'intérêt, l'intervention (ou l'absence d'intervention) des entités gouvernementales, des banques centrales, des entités supranationales, ou l'imposition de contrôles des changes ou d'autres développements géopolitiques.

Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucune exposition nette au portefeuille de négociation supérieure à cinq pour cent de l'actif net à des devises autres que l'\$ (2023 : identique) et il n'existait aucune sensibilité significative du portefeuille de négociation de la Société aux variations des mouvements de change (2023 : identique).

Ce risque est géré par chaque trading desk au niveau du desk même et par l'équipe chargée de la trésorerie au niveau de la Société par le biais de la surveillance et de la couverture, le cas échéant, des positions de change sur une base quotidienne. En ce qui concerne les actifs et passifs libellés en devises étrangères détenus à des fins autres que de transaction, la Société s'assure que son exposition nette est maintenue à un niveau acceptable en achetant ou en vendant des devises étrangères à des taux au comptant sur une base quotidienne.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de perte dû aux variations du niveau, de la pente et de la courbure des courbes de taux. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt par le biais de son activité de négociation de swaps de taux d'intérêt et de titres de créance publique.

Le tableau ci-dessous résume la sensibilité de la Société aux variations du risque de taux d'intérêt à la fin de l'exercice. L'analyse est basée sur l'hypothèse que les taux d'intérêt augmentent/diminuent en fonction des points de base indiqués dans le tableau ci-dessous, toutes les autres variables restant constantes, et montre l'évolution du bénéfice imputable aux fluctuations des taux :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Taux d'intérêt +100 bps	-12 573	-13 518
Taux d'intérêt -100 pb	13 580	14 480

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a généré un revenu d'intérêts de 10 115 \$ (2023 : 8 459 \$) sur ses titres de créance et des charges d'intérêts encourues de 8 803 \$ (2023 : 4 054 \$) sur ses titres de créance vendus, non encore achetés, qui sont présentés comme un revenu d'intérêts sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et des charges d'intérêts sur les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, respectivement, sur le compte de résultat.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte en raison de l'incapacité d'une contrepartie à exécuter les conditions d'un contrat. La Société a ouvert des comptes auprès d'autres établissements financiers pour compenser ses opérations sur titres. Cela peut entraîner, et c'est souvent le cas, une concentration du risque de crédit avec un ou plusieurs de ces établissements. Ce risque est toutefois partiellement atténué par l'obligation de certains de ces établissements financiers de maintenir un capital net minimum et de séparer les fonds et les instruments financiers des clients des avoirs propres de ces établissements financiers. La Société examine activement et tente de gérer les expositions à divers établissements financiers pour atténuer ces risques.

Le risque de crédit des instruments dérivés négociés en bourse et/ou de certains instruments dérivés de gré à gré qui sont au bout du compte compensés de façon centralisée, tels que les contrats à terme standardisés négociés en bourse et les instruments financiers dérivés de gré à gré compensés, est atténué grâce à des règles ou des exigences réglementaires, telles que des appels de marge quotidiens, applicables à chaque bourse, chambre de compensation et membre compensateur par l'intermédiaire desquels ces instruments sont négociés et compensés.

La Société cherche à réduire son exposition au risque de crédit associé à la non-performance de la contrepartie dans le cadre des transactions de gré à gré (« OTC ») entre deux contreparties (« OTC-bilatéral ») en concluant des accords-cadres de compensation et des accords de soutien au crédit avec les contreparties. Ces accords-cadres de compensation et accords de soutien au crédit donnent à la Société le droit d'exiger des garanties sur la base de l'exposition de la Société à la valeur de marché de la contrepartie, ainsi que le droit, en cas de défaut de la contrepartie, de liquider des garanties et de compenser les créances et les dettes couvertes par le même accord-cadre de compensation. Afin de limiter les pertes potentielles du risque de crédit lié à l'OTC-bilatéral, la Société ne conclut généralement des transactions sur instruments financiers qu'avec des établissements financiers majeurs. En outre, la Société cherche à atténuer le risque de crédit en surveillant, entre autres, son exposition aux contreparties, en évaluant leur solvabilité et en rééquilibrant ses sources de financement et de négociation, si elle le juge approprié. Le cas échéant, conformément aux règles sur les marges non compensées, la Société et ses contreparties peuvent être tenues de nantir tout ou partie de la marge initiale auprès d'un dépositaire tiers, sans possibilité de réutilisation (réhypothécat) par la contrepartie ou la Société, avec la possibilité de substituer les garanties à leur discrétion. La Société peut également chercher à faire des marges supérieures au minimum réglementaire requis.

En règle générale, l'exposition au crédit de la Société à une contrepartie émettant des instruments financiers dérivés en vertu d'un accord-cadre de compensation est limitée aux actifs dérivés nets résultant de la juste valeur de tous les instruments financiers dérivés plus toute garantie transférée à/de ladite contrepartie de/vers la Société conformément aux accords de soutien au crédit connexes. Lorsque la Société estime que ses accords-cadres de compensation lui confèrent un droit légal de compensation vis-à-vis de la contrepartie, la juste valeur des instruments dérivés concernés figure dans le tableau ci-dessous. En règle générale, la Société et la contrepartie disposent du droit de réhypothéquer les garanties reçues au titre de ces accords, sauf si ces garanties sont conservées de manière séparée auprès d'un dépositaire tiers.

Les tableaux ci-dessous répertorient les montants totaux soumis aux accords-cadres de compensation :

Actifs dérivés	Au 31 décembre	
	2024	2023
Inclus dans l'état de la situation financière		
Montants bruts		
Contrats sur actions	7 205	3 211
Contrats de taux d'intérêt	417 852	37
Contrats de matières premières	47	13
Total	425 104	3 261
Montants compensés		
Contrats sur actions	—	—
Contrats de taux d'intérêt	-401 113	—
Contrats de matières premières	—	—
Total	-401 113	—
Montants nets		
Contrats sur actions	7 205	3 211
Contrats de taux d'intérêt	16 739	37
Contrats de matières premières	47	13
Total	23 991	3 261
Montants non compensés dans l'état de la situation financière		
Instruments financiers		
Contrats sur actions	-3 605	-2 946
Contrats de taux d'intérêt	-269	-37
Contrats de matières premières	-6	-13
Total	-3 880	-2 996
Exposition nette		
Contrats sur actions	3 600	265
Contrats de taux d'intérêt	16 470	—
Contrats de matières premières	41	—
Total	20 111	265

Passifs dérivés	Au 31 décembre	
	2024	2023
Inclus dans l'état de la situation financière		
Montants bruts		

Contrats sur action	3 965	3 084
Contrats de taux d'intérêt	401 382	78
Contrats de matières premières	74	30
Total	405 421	3 192
Montants compensés		
Contrats sur action	—	—
Contrats de taux d'intérêt	-401 113	—
Contrats de matières premières	—	—
Total	-401 113	—
Montants nets		
Contrats sur action	3 965	3 084
Contrats de taux d'intérêt	269	78
Contrats de matières premières	74	30
Total	4 308	3 192
Montants non compensés dans l'état de la situation financière		
Instruments financiers		
Contrats sur action	-3 605	-2 946
Contrats de taux d'intérêt	-269	-36
Contrats de matières premières	-6	-13
Total	-3 880	-2 995
Exposition nette		
Contrats sur action	360	138
Contrats de taux d'intérêt	—	42
Contrats de matières premières	68	17
Total	428	197

Dans les tableaux ci-dessus, les montants bruts incluent tous les instruments financiers dérivés soumis à des accords-cadres de compensation. Les montants compensés, la compensation des contreparties et les instruments financiers à la juste valeur se rapportent à des accords-cadres de compensation légalement exécutoires ou à des accords similaires.

Au 31 décembre 2024, la Société avait comptabilisé des garanties en liquidités et des garanties en titres de 183 829 \$ et 39 614 \$ (2023 : 3 423 \$ et 43 562 \$) respectivement, et reçu une garantie en liquidités de 69 \$ et 17 673 \$ (2023 : 191 773 \$ et 21 373 \$) au titre des contreparties de ses instruments financiers dérivés qui sont soumis à des accords-cadres de compensation.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers décrits dans le tableau ci-dessous :

	Au 31 décembre	
	2024	2023
Actifs dérivés non soumis aux accords-cadres de compensation	1	—
Exposition nette aux contreparties d'instruments dérivés en vertu des accords-cadres de compensation	20 111	265
Total	20 112	265

La Société est exposée au risque de crédit dans son rôle de contrepartie de négociation pour les courtiers et les clients négociants. L'exposition au risque de crédit de la Société envers les clients courtiers et négociants est atténuée par l'utilisation d'un mécanisme standard du secteur financier de livraison contre paiement via des dépositaires et des banques de compensation.

Les soldes des comptes de trésorerie et de titres détenus dépassent généralement la couverture d'assurance parrainée par le gouvernement et peuvent exposer la Société à une concentration du risque de crédit. Dans la mesure du possible, la Direction cherche à atténuer le risque de crédit lié à ces soldes de compte en maintenant, entre autres, des comptes distincts auprès de dépositaires ou en limitant les liquidités détenues auprès des banques et autres institutions financières. En ce qui concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition nette aux instruments dérivés, les titres de participation nets et les montants à verser aux/à recevoir des courtiers et négociants, la Société avait une concentration supérieure à cinq pour cent de l'actif total pour les contreparties décrites dans le tableau ci-dessous :

Au 31 décembre 2024	% de l'actif net
The Bank of New York, succursale de Bruxelles	54,9 %
BofA Securities Europe SA	21,8

The Bank of New York Mellon	3,8
ABN AMRO Clearing Bank N.V.	1,6
Merrill Lynch International	0,6
Société Générale	0,4
State Street	—
Western Asset Management	—

Au 31 décembre 2023	% de l'actif net
BofA Securities Europe SA	10,30 %
The Bank of New York Mellon	9,4
JPMorgan Chase Bank	7,5
HSBC UK Bank	6,2
Portefeuille gouvernemental et institutionnel de STIT	6,1
Investissements privés	
State Street	6,1
Western Asset Management	6,1

Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque selon lequel la Société ne sera pas en mesure d'honorer ses obligations à leur échéance. La Société a établi des processus pour gérer le risque de liquidité sur la base des flux de trésorerie attendus et évalue l'adéquation de ses liquidités en référence à son Évaluation de l'adéquation du capital interne et des risques (Internal Capital Adequacy and Risk Assessment, « ICARA »). Dans le cadre de son ICARA, la Société effectue une série de tests de résistance afin d'évaluer le risque de manière prospective et de déterminer un niveau approprié de réserve de liquidité. La politique de gestion des liquidités vise à maintenir un fonds de liquidités excédentaires au sein de la Société pour divers besoins prévus et imprévus, notamment, entre autres, les pertes à la valeur de marché sur les investissements et les augmentations des exigences de marge initiale et de variation des courtiers principaux, des contreparties dérivées et des chambres de compensation.

La Société maintient un état de la situation financière liquide avec un ratio de liquidité moyenne quotidienne de 33,24 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (2023 : 43,74 %), représentant la moyenne quotidienne des actifs liquides en pourcentage de la valeur liquidative. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la réserve d'actifs liquides.

La société investit par le biais de divers accords, notamment des accords de mise en pension, et tient compte de l'effet de levier généralement intégré dans les instruments financiers dérivés. L'utilisation de l'effet de levier peut considérablement amplifier les gains et les pertes, augmentant la probabilité de perte importante pour la Société. Lorsque l'effet de levier prend la forme d'emprunts servant aux dépôts de garantie, les garanties doivent généralement être constituées auprès des courtiers principaux et des contreparties.

Les fluctuations de la valeur de marché pourraient avoir pour conséquence qu'un courtier principal ou une contrepartie, en vertu de leurs accords respectifs avec la Société, ait le droit de réduire la valeur de ces garanties ou d'exiger la constitution de garanties supplémentaires, ce qui pourrait entraîner l'émission d'un appel de marge. La Société pourrait également se trouver obligée de vendre des actifs à un moment où elle ne souhaiterait pas le faire. La Société cherche à atténuer ce risque en utilisant un groupe diversifié de fournisseurs d'endettement et une variété d'accords de financement, ainsi qu'en négociant des accords de trading et de financement qui comprennent des méthodologies d'évaluation objectives et le droit de contester les différences d'évaluation entre celles de la Société et celles de ses contreparties et courtiers principaux.

La Société investit principalement dans des instruments qu'elle estime pouvoir être facilement liquidés. Pour assurer la liquidité, la Société maintient un portefeuille d'actions qui peut être liquidé en un jour de trading, la liquidité étant surveillée quotidiennement. Au 31 décembre 2024, tous les titres de participation détenus par la Société pouvaient normalement être liquidés dans un délai d'un jour (2023 : identique).

Les tableaux ci-dessous analysent les dettes de la Société envers les courtiers et négociants, les montants à verser aux sociétés affiliées, les charges à payer, les titres vendus en vertu d'accords de rachat et d'autres passifs en les regroupant par classe d'échéance en fonction de la période restante entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés, qui se rapprochent de la juste valeur.

Au 31 décembre 2024	Moins de 3 mois	Plus de 3 mois
À payer aux courtiers et aux négociants	-198 187	—
À verser aux sociétés affiliées	-5 485	—

Charges à payer	-15 992	-327
Titres vendus en vertu d'un accord de rachat, à la juste valeur	-268 705	—
Autres passifs	-1 825	
Sorties de trésorerie contractuelles	-490 194	-327

Au 31 décembre 2023	Moins de 3 mois	Plus de 3 mois
A payer aux courtiers et aux négociants	-346 512	—
À verser aux sociétés affiliées	-14 104	—
Charges à payer	-8 222	-1 808
Autres passifs	-940	
Sorties de trésorerie contractuelles	-396 778	-1 808

Les tableaux ci-dessous analysent les instruments financiers dérivés de la Société dans une position de perte pour lesquels les échéances contractuelles sont considérées comme essentielles à la compréhension du calendrier des flux de trésorerie :

Au 31 décembre 2024	Moins de 7 jours	7 jours jusqu'à 1 mois	De 1 à 12 mois	Plus de 12 mois
Contrats à terme	—	-141	-2 194	-16
TRS sur actions ordinaires et bons de souscription	—	—	-364	-1 593
Swaps	—	-121	-14 685	-386 307

Au 31 décembre 2023	Moins de 7 jours	7 jours jusqu'à 1 mois	De 1 à 12 mois	Plus de 12 mois
TRS sur actions ordinaires et bons de souscription	—	—	—	-938
Contrats à termes standardisés	—	-1 643	-581	—
Contrats à terme	—	-30	—	—

Autres risques

En raison de ses instruments financiers, la Société peut être soumise à des risques supplémentaires résultant de conditions politiques ou économiques futures dans le pays ou la région de l'instrument financier et à la promulgation éventuelle de lois gouvernementales ou de restrictions de change défavorables affectant ce pays ou cette région, ce qui pourrait entraîner une baisse de la liquidité des titres et de leurs marchés et des prix plus volatils.

La Société est soumise à des risques associés à des événements imprévus ou catastrophiques, y compris, mais sans s'y limiter, des événements géopolitiques, des attaques terroristes, des catastrophes naturelles, des cyberattaques et l'émergence d'une pandémie, qui pourraient créer des perturbations économiques, financières et liées aux activités. En outre, l'utilisation de certaines technologies, notamment les technologies d'intelligence artificielle, comporte des risques inhérents, et les résultats produits par elle pourraient contenir des erreurs, qui peuvent être difficiles à détecter. Tous ces risques peuvent entraîner des difficultés opérationnelles susceptibles de nuire à la capacité de la Direction à gérer les activités de la Société. Le cas échéant, la Direction cherche à gérer de tels risques grâce à la planification de la continuité et de la résilience.

Note 13. – Événements imprévus

Engagements

Au cours de l'exercice, la Société a conclu des accords de revente et de rachat différés qui sont réglés à une date ultérieure. Au 31 décembre 2024, la Société avait des engagements relatifs à des accords différés de prise en pension et de mise en pension en attente de règlement de 30 116 \$ et 1 452 \$ respectivement. Au 31 décembre 2024, ces contrats de prise en pension et de mise en pension de départ à terme avaient chacun une date de règlement au 2 janvier 2025.

Événements imprévus

Dans le cours normal des affaires, la Société peut conclure des contrats qui contiennent des dispositions relatives à certaines indemnités. L'exposition maximale de la Société en vertu de ces contrats est inconnue, car cela peut impliquer d'éventuelles réclamations futures qui pourraient être déposées à l'encontre de la Société, mais qui ne l'ont pas encore

été, sur la base d'événements qui n'ont pas encore eu lieu. Cependant, sur la base de l'expérience, la Direction estime que le risque de perte importante découlant de ces arrangements est négligeable.

La Société peut être impliquée, dans le cours normal de ses activités, dans des procédures juridiques, réglementaires et d'arbitrage et/ou des enquêtes en lien avec la conduite de ses opérations. La Société estime que la résolution de telles procédures et enquêtes ne devrait pas avoir d'effet défavorable important sur sa situation financière.

Note 14. – Gestion des fonds propres

La Société est soumise au Règlement de l'UE sur les entreprises d'investissement (« IFR ») et à la Directive sur les entreprises d'investissement (« IFD »). Conformément à l'IFR et l'IFD, la Société gère une base de fonds propres lui permettant de soutenir le développement des activités et pour garantir que des excédents de capital suffisants au-delà des exigences réglementaires sont maintenus à tout moment, conformément à l'appétit au risque approuvé par le Conseil d'administration.

Cette approche de la gestion des fonds propres de la Société vise à maintenir une base de fonds propres solide lui permettant de soutenir ses activités, y compris les nouvelles initiatives, et de fournir des rendements à l'actionnaire. La Société ne verse des dividendes que si cela n'entraîne pas une baisse des fonds propres et des liquidités à un niveau ne lui permettant plus de soutenir ses activités prévues. La Société est tenue de demander l'approbation de la Banque centrale d'Irlande avant d'effectuer un remboursement de l'apport en capital. La Société effectue des projections de fonds propres et des tests de résistance au moins une fois par an dans le cadre de l'ICARA, et les informations qu'elle doit communiquer en vertu du Pilier 3 sont publiées annuellement sur le site Internet de Citadel Securities.

Les ressources en capital de la Société comprennent le capital social et les autres réserves de capitaux propres attribuables à ses actionnaires, qui sont tous des fonds propres permanents de catégorie 1 (Common Equity Tier 1, « CET1 ») en vertu de l'IFD et de l'IFR. La Société n'a pas de dette à long terme. Il n'existe pas d'obstacles pratiques ou juridiques importants, actuels ou prévus, au transfert rapide des ressources en capital ou au remboursement des passifs.

Note 15. – Transactions avec des parties liées

Frais de service provenant des parties liées

La Société agit également en tant que gérant de portefeuille pour une société affiliée du Groupe CS, fonction pour laquelle la Société perçoit des commissions en vertu d'une convention de gestion de portefeuille pour compte de tiers. Les commissions ont été calculées sur la base du coût majoré d'une marge. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ces frais reflétés dans les frais de service provenant des parties liées dans le compte de résultat s'élevaient à 8 129 \$ (2023 : 7 676 \$).

Conformément aux accords de services conclus entre la Société et diverses sociétés affiliées du Groupe CS, la Société assure la supervision commerciale et les services d'assistance associés. En contrepartie de ces services, la Société perçoit des commissions calculées sur la base du coût majoré d'une marge. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les commissions de supervision commerciale et de service d'assistance associés des sociétés affiliées s'élevaient à 22 835 \$ (2023 : 16 498 \$) sont reflétés dans les frais de service provenant des parties liées dans le compte de résultat.

Conformément à un contrat de service, la Société fournit des services de développement d'algorithmes à une société affiliée du Groupe CS. En contrepartie des services de développement d'algorithmes, la Société gagne une commission calculée sur la base du coût majoré d'un apport. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, des frais de service de développement d'algorithmes de 12 124 \$ (2023 : 451 \$) sont reflétés dans les frais de service provenant des parties liées dans l'état du compte de résultat.

La Société a également payé des frais de service à une société affiliée du Groupe CS pour la surveillance des transactions et les services d'assistance associés s'élevant à 7 202 \$ (2023 : 4 307 \$), qui sont inclus dans les autres dépenses d'exploitation dans le compte de résultat.

Les montants en circulation au 31 décembre 2024 en relation avec les services susmentionnés s'élèvent à 5 122 \$ inclus dans les montants à recevoir des sociétés affiliées dans l'état de la situation financière (2023 : 5 829 \$ de montants à recevoir des sociétés affiliées,

57 \$ de montants à verser aux sociétés affiliées).

La Société n'avait aucun prix de transaction affecté à des obligations de performance non satisfaites ou partiellement satisfaites. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société n'a enregistré aucun revenu provenant des obligations de performance satisfaites ou partiellement satisfaites au cours des périodes précédentes, ces obligations étant généralement à court terme (2023 : 0 \$).

Commissions de performance

Conformément à un accord d'intermédiation financière (Market Intermediation Agreement, « MIA »), une société affiliée du Groupe CS fournit des services de facilitation des transactions et de recherche à la Société. En contrepartie de ces services, la société affiliée reçoit une part convenue des bénéfices de la Société provenant des activités de trading conclues conformément au MIA. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ces frais se sont élevés à 41 461 \$ (2023 : 28 764 \$) et sont reflétés comme commissions de performance dans le compte de résultat. Inclus dans les sommes dues par les sociétés affiliées sur l'état de la situation financière sont 218 \$ pour ces services (2023 : 3 017 \$ inclus en raison des entreprises affiliées).

Frais de service à verser aux parties liées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les charges de 32 885 \$ (2023 : 8 613 \$) ont été refacturées à la Société en ce qui concerne le personnel employé par une société affiliée du Groupe CS qui est sous la direction et le contrôle de la Société. Celles-ci sont incluses dans les frais de service versés aux parties liées dans le compte de résultat. Le nombre moyen d'employés dans le cadre de cet arrangement était de 18 (2023 : 12). En vertu d'un contrat de services administratifs, la Société rembourse à diverses sociétés affiliées les frais administratifs, généraux et d'exploitation directs et remboursables, y compris les charges de personnel, payés par ces sociétés affiliées pour le compte de la Société. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les charges remboursables s'élevaient à 32 353 \$ (2023 : 32 148 \$) et sont incluses dans les frais de service aux parties liées dans le compte de résultat. Les dépenses directes pour lesquelles une société affiliée agit en tant qu'agent payeur représentent toutes les autres dépenses d'exploitation non liées au négoce. Au 31 décembre 2024, la Société possédait un montant combiné à verser à des sociétés affiliées fournissant des services administratifs et d'agent payeur de 5 440 \$ qui est inclus dans les montants à verser aux sociétés affiliées dans l'état de la situation financière, et un montant de 2 024 \$ inclus dans les montants à recevoir des sociétés affiliées (2023 : montant à verser de 11 030 \$ et créance de 54 \$). Les tableaux ci-dessous présentent les principales conditions et informations financières associées aux contrats de prêt conclus par la Société avec des entités affiliées.

Au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date

Contrats d'emprunt					
Prêteur	Limite de la facilité de crédit totale	Taux d'intérêt	Principal restant dû et intérêts courus	Charge d'intérêts	Date d'échéance
Citadel Securities Global Holdings LLC (« CSLP »)	300 000	SOFR + 1,25 %	—	—	31 décembre 2025

Contrat de prêt					
Prêteur	Limite de la facilité de crédit totale	Taux d'intérêt	Principal restant dû et intérêts courus	Revenu d'intérêts	Date d'échéance
CSLP	300 000	SOFR + 1,25 %	160 256	10 427	31 décembre 2025

Au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date

Contrats d'emprunt					
Prêteur	Limite de la facilité de crédit totale	Taux d'intérêt	Principal restant dû et intérêts courus	Charge d'intérêts	Date d'échéance
CSLP	200 000	SOFR + 1,25 %	—	—	31 décembre 2024

Contrat de prêt					
Prêteur	Limite de la facilité de crédit totale	Taux d'intérêt	Principal restant dû et intérêts courus	Revenu d'intérêts	Date d'échéance
CSLP	200 000	SOFR + 1,25 %	134 493	23 610	31 décembre 2024

Dans les tableaux ci-dessus :

- Tous les contrats de prêt sont sans garantie.
- Les montants du capital restant dû et des intérêts courus sont inclus dans les montants à recevoir des sociétés affiliées dans l'état de la situation financière.
- Les revenus d'intérêts sont inclus dans le compte de résultat.

- La limite de la facilité a été augmentée suite à un avenant au contrat de prêt au cours de l'année

Note 16. – Événements postérieurs à la clôture

La Société a effectué une évaluation des événements ultérieurs jusqu'au 10 avril 2025, date à laquelle les états financiers étaient disponibles à des fins d'émission.

Note 17. – Approbation des états financiers

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le Conseil d'administration le 10 avril 2025.

VI. — Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

À notre avis, les états financiers de Citadel Securities GCS (Ireland) Limited :

- donnent une image fidèle et sincère des actifs, des passifs et de la situation financière de la société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses bénéfices et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union européenne ; et
- ont été correctement préparés conformément aux exigences de la Loi sur les sociétés de 2014.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Citadel Securities GCS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport :

- l'État de la situation financière au 31 décembre 2024 ;
- l'État du résultat global pour l'exercice clos à cette date ;
- l'État des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- l'État des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ; et
- les notes aux états financiers, qui comprennent une description des règles et principes comptables.

Base de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (Irlande) (International Standards on Auditing, « ISA (Irlande) ») et à la loi applicable.

Nos responsabilités en vertu des ISA (Irlande) sont décrites plus en détail dans les responsabilités des commissaires aux comptes au titre de l'audit de la section des états financiers de notre rapport. Nous pensons que les preuves d'audit que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes restés indépendants de la société conformément aux exigences éthiques qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Irlande, qui comprennent la Norme éthique de l'IAASA. Nous avons, en outre, rempli nos autres responsabilités en matière d'éthique conformément à ces exigences.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Sur la base du travail que nous avons effectué, nous n'avons identifié aucune incertitude significative relative à des événements ou conditions qui, individuellement ou collectivement, peuvent remettre en cause la société à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle les états financiers sont autorisés à être émis.

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'adoption par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation dans le cadre de la préparation des états financiers est appropriée.

Cependant, étant donné que les événements ou conditions futurs ne peuvent pas être tous anticipés, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la Société à poursuivre son activité sur la base du principe de continuité d'exploitation.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en ce qui concerne la continuité d'exploitation sont décrites dans les sections dédiées du présent rapport.

Rapport sur d'autres informations

Les autres informations comprennent toutes les informations du Rapport annuel et des États financiers autres que les états financiers et notre rapport de commissaires aux comptes y afférent. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion d'audit ou, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, aucune forme d'assurance sur celles-ci.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de déterminer si celles-ci sont substantiellement incompatibles avec les états financiers ou nos connaissances obtenues lors de l'audit, ou semblent autrement être substantiellement erronées. Si nous identifions une incohérence ou une anomalie importante apparente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures afin de déterminer si les états financiers ou les autres informations comportent une anomalie importante. Si, sur la base du travail que nous avons effectué, nous concluons qu'il existe une anomalie importante dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler sur la base de ces responsabilités.

En ce qui concerne le Rapport des Administrateurs, nous avons également examiné si les informations à communiquer requises par la Loi sur les sociétés de 2014 ont été incluses.

Sur la base des responsabilités décrites ci-dessus et de notre travail entrepris au cours de l'audit, les ISA (Irlande) et la Loi sur les sociétés de 2014 nous obligent également à signaler certaines opinions et questions comme décrit ci-dessous :

- À notre avis, sur la base des travaux entrepris au cours de l'audit, les informations communiquées dans le Rapport des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont cohérentes avec les états financiers et ont été préparées conformément aux exigences légales applicables.
- Sur la base de nos connaissances et de notre compréhension de la société et de son environnement obtenues au cours de l'audit, nous n'avons identifié aucune anomalie importante dans le Rapport des Administrateurs.

Responsabilités au titre des états financiers et de l'audit

Responsabilités des administrateurs au titre des états financiers

Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration de responsabilité des administrateurs énoncée à la page vii, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers conformément au dispositif applicable et doivent être convaincus qu'ils donnent une image fidèle et sincère.

Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies importantes, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont chargés d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités sur la base du principe de continuité d'exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation et d'utiliser la base comptable de continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités ou n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités des commissaires aux comptes au titre de l'audit des états financiers

Nous avons pour objectif d'obtenir une assurance raisonnable quant à savoir si les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'anomalies importantes, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur, et d'émettre un rapport de commissaires aux comptes qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable désigne un niveau d'assurance élevé, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit mené conformément aux ISA (Irlande) permettra de toujours détecter une anomalie importante lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent découler d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme importantes si, individuellement ou prises ensemble, nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Nos tests d'audit peuvent inclure le test d'ensembles entiers de transactions et soldes, en utilisant éventuellement des techniques d'audit des données. Cependant, cela implique généralement de sélectionner un nombre limité d'éléments à tester, plutôt que de tester des ensembles entiers. Nous chercherons souvent à cibler des éléments particuliers à des fins de test en fonction de leur taille ou de leurs caractéristiques de risque. Dans d'autres cas, nous procéderons à l'audit d'échantillons pour nous permettre de tirer une conclusion sur l'ensemble de données à partir duquel l'échantillon est sélectionné.

Une description plus détaillée de nos responsabilités au titre de l'audit des états financiers est disponible sur le site Internet de l'IAASA à l'adresse suivante :

[https://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-](https://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8fa98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf)

[9b8fa98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf](https://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8fa98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf)

Cette description fait partie de notre rapport de commissaires aux comptes.

Utilisation du présent rapport

Le présent rapport, y compris les opinions qu'il contient, a été préparé exclusivement pour les membres de la société en tant qu'organe conformément au Companies Act 2014, section 391 et à aucune autre fin. En formulant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité quant à toute autre fin à laquelle ce rapport pourrait servir ou envers toute autre personne à laquelle il pourrait être remis, sauf autorisation écrite préalable de notre part.

Autres rapports requis

Opinions en vertu de la Loi sur les sociétés de 2014 sur d'autres questions

- Nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous jugeons nécessaires aux fins de notre audit.
- À notre avis, les registres comptables de la société étaient suffisants afin de faciliter l'audit approprié des états financiers.
- Les états financiers sont en accord avec les registres comptables.

Autres rapports sur les exceptions

Rémunération et transactions des administrateurs

En vertu de la Loi sur les sociétés de 2014 et des sections 305 à 312 de cette Loi, nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis, les informations à fournir concernant la rémunération et les transactions des administrateurs n'ont pas été communiquées. Nous n'avons aucune exception à signaler découlant de cette responsabilité.

Olwyn Alexander
pour et au nom de PricewaterhouseCoopers
Experts-comptables et cabinet d'audit légal
Dublin, Irlande
10 avril 2025

En cas de divergence entre la version anglaise de ce rapport et une traduction de celui-ci dans une langue autre que l'anglais, la version anglaise prévaut.

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition au siège social.